

La Marche pour l'égalité et la France pour horizon

Par **ADIL JAZOULI**
Sociologue

Le 3 décembre 1983 à Paris, plus de 100 000 personnes accueillent triomphalement une poignée de marcheurs pour l'égalité et contre le racisme. A l'occasion des 30 ans de cette marche, livres, manifestations de toutes sortes, articles et émissions ; enfin un beau film de fiction au titre éponyme est sur les écrans depuis quelques jours. D'où vient alors cette étrange impression que tout cela tombe à plat, ne concerne que ceux qui se sentent concernés, à savoir peu de monde, et que l'émotion

**Des livres, des émissions, un film...
D'où vient alors cette étrange
impression que tout cela tombe à plat,
ne concerne que ceux qui se sentent
concernés, à savoir peu de monde.**

et l'enthousiasme attendus ne sont pas au rendez-vous ? Pire que l'hostilité, c'est une forme d'indifférence fatiguée qui prime. La société française a vécu depuis trente ans des mutations profondes : urbanisation et péri-urbanisation croissantes, développement d'une classe moyenne devenue centrale, érosion du monde ouvrier, désindustrialisation massive avec les conséquences sociales que l'on connaît ; mais aussi affirmation multiforme des particularismes, émergence du sujet et affadissement concomitant du sentiment d'appartenance collective. En bref, la société française s'est « modernisée » et adaptée, bon gré mal gré, à la mondialisation dans tous ses aspects, y compris les pires. Vue de loin, la France apparaît dès lors comme un pays réussissant sa modernisation sans trop de heurts et avec un minimum de casse sociale ; de près, on assiste à la grande souffrance d'un accouchement qui n'en finit pas. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, la France vit mal sa mutation et son entrée dans la mondialisation ; son histoire si singulière et son modèle social, politique et culturel y résistent et s'en trouvent bousculés et menacés. Dans ce processus

douloureux, les questions liées à l'immigration, la diversité, l'altérité ou les manifestations religieuses visibles, apparaissent comme autant d'agressions contre un modèle fragilisé, mais qui reste néanmoins constitutif d'une conception bien enracinée de la Nation et du vivre-ensemble. A la contrainte, largement extérieure, de la mondialisation s'ajoute alors une sorte de menace domestique, voire intime, que l'on n'arrive pas toujours à bien identifier ou nommer. La figure de cet « étranger de l'intérieur » peut alors indifféremment s'appliquer à l'habitant du quartier d'en face, à la jeune fille un peu trop « typée » ou à ce jeune dont la simple allure vestimentaire peut être vécue comme une violence potentielle... Ces représentations s'impriment d'autant mieux qu'au sein d'une large partie de notre société, la concurrence des places a pris le dessus sur les conflits de classe, favorisant ainsi les ressentiments et les stigmatisations. Les tensions raciales actuelles ne peuvent être réductibles à une mise en accusation, politiquement confortable, de ceux qui s'y fourvoient. Ce sont des personnes qui souffrent, ne comprennent pas ce monde qui change contre eux et s'impose brutalement ; ils finissent par se tromper de colère et d'adversaire. La « France raciste » est ultraminoritaire et doit être combattue idéologiquement et politiquement. Celle qui souffre est composite, autrement plus nombreuse et politiquement hagarde ; c'est elle qu'il faut écouter, c'est à elle qu'il faut parler sans anathèmes.

Malgré cette situation, la société française a intégré et promu, depuis une trentaine d'années, plus de jeunes d'origine immigrée qu'elle n'en a laissés sur le bord de la route. La génération des marcheurs de 1983, est aujourd'hui intégrée ; les générations suivantes le sont encore plus, et ce malgré la relégation urbaine, l'échec scolaire et un taux de chômage élevé. Cette lame de fond de l'intégration ne doit pas être occultée

par les problèmes d'exclusion, tout aussi réels ; l'intégration ordinaire, tranquille, qui ne fait pas parler d'elle est l'une des plus grandes réussites de la société française de ces dernières décennies, d'autant plus remarquable que le contexte est contraint et l'économie à marée basse. Elle se réalise mais ne dit pas son nom, elle se voit mais n'a pas besoin de décliner une quelconque identité. Bien sûr il y a encore des manifestations du racisme qu'il faudra combattre. Bien sûr il existe encore des problèmes de discriminations de toutes natures ; c'est le rôle des organisations syndicales et associatives de les combattre, et c'est aussi le devoir des forces politiques que d'y présenter des alternatives crédibles.

Si une grande partie de la société française paraît aujourd'hui indifférente à cette thématique de l'égalité-intégration c'est sûrement aussi qu'elle la perçoit comme un processus en cours dont elle peut observer les effets dans sa vie quotidienne, ses relations sociales, de travail et de voisinage, sur les terrains de sport, dans les salles de spectacle ou les médias. Cette intégration, tout à la fois visible et discrète, est une tendance lourde et irréversible de la société française, les femmes issues de l'immigration y jouent depuis longtemps un rôle de premier ordre. La mixité raciale est incontestable malgré les ghettos réels et symboliques, la mixité sociale est forcément moins prononcée car elle relève, quant à elle, de dynamiques de différenciations sociales plus globales. Réussir l'intégration, c'est la réaliser, la banaliser ; c'est ne plus avoir à en parler, c'est agir à tous les niveaux, pour ne plus différencier et pour tisser ce qui doit faire France ensemble. C'est ainsi, et seulement ainsi, que l'on sera fidèle à l'esprit de la Marche pour l'égalité.

Dernier ouvrage paru : « La Marche pour l'égalité, une histoire dans l'histoire » en collaboration avec Toumi Djaidja, Editions de l'Aube, 2013.